



Dominique Barjot (dir.)

Transmission et circulation des savoirs scientifiques et techniques

Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques

L'URSS et le CoCom (Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations) : transferts de technologie et guerre froide économique

Irina Sheveleva

DOI : 10.4000/books.cths.13748

Éditeur : Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques

Lieu d'édition : Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques

Année d'édition : 2020

Date de mise en ligne : 22 septembre 2020

Collection : Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques

ISBN électronique : 9782735509010



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

SHEVELEVA, Irina. *L'URSS et le CoCom (Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations) : transferts de technologie et guerre froide économique* In : *Transmission et circulation des savoirs scientifiques et techniques* [en ligne]. Paris : Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 2020 (généré le 20 novembre 2020). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/cths/13748>>. ISBN : 9782735509010. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.cths.13748>.

Ce document a été généré automatiquement le 20 novembre 2020.

L'URSS et le CoCom (Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations) : transferts de technologie et guerre froide économique

Irina Sheveleva

- 1 Le contrôle par les alliés occidentaux des exportations vers le bloc soviétique, institutionnalisé au sein du *Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations* (CoCom), est un aspect de la guerre froide rarement analysé et mal compris. L'une des raisons est le secret qui a entouré l'organisation depuis sa création. Cela a entraîné une faible attention du public et des chercheurs, ce qui rend l'analyse difficile. Un autre facteur est probablement l'autorité conférée à une seule étude empirique majeure sur les contrôles des exportations américaines et le CoCom, *Western Economic Warfare*¹ de Gunnar Adler-Karlsson (1968). Aujourd'hui, cela semble quelque peu regrettable, car cette monographie, malgré sa valeur indéniable en tant que réussite scientifique pionnière, est dépassée sur les plans conceptuel et empirique.
- 2 L'historiographie du CoCom s'est en grande partie formée vers les années 1990 durant l'existence de cette structure². Ce thème fait à l'époque partie du *mainstream* scientifique avec tous les attributs emblématiques, à savoir des colloques, des tables rondes organisées sur « le contrôle des exportations de [...] technologie vers les pays de l'Est³ ». La chute de l'URSS a suscité un nouvel intérêt pour le CoCom au début des années 2000. Des publications ont eu pour but de faire le point *ex post* sur cette structure secrète de la guerre froide⁴. La présente analyse a pour but de montrer les facteurs explicatifs des particularités du CoCom durant ces années de fonctionnement 1945-1991. Pour parvenir à cet objectif, on va étudier le modèle d'emprunt des technologies occidentales par l'URSS ainsi que les premiers pas de l'organisation du CoCom.

Le modèle d'emprunt des technologies occidentales par l'URSS : l'Occident a-t-il acheté la paix ou plutôt « vendu la corde » ?

- 3 Malgré le remplacement du CoCom en 1996 par l'arrangement de Wassenaar⁵ sur le contrôle des exportations d'armes conventionnelles et de biens et technologies à double usage, les mécanismes de l'embargo stratégique restent pertinents jusqu'à nos jours. Reprenant Hegel, Marx fait référence au philosophe allemand au début de son livre *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte* :

« Tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois [...] la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce. »⁶ »
- 4 Mais ce qui se passe aujourd'hui dans le domaine des sanctions économiques entre les pays occidentaux et la Russie est-il vraiment une farce ?
- 5 Pas du tout. En effet, à l'été 2018, la Douma, la chambre basse du Parlement russe, en réponse aux sanctions économiques des États-Unis et de ses alliés, a proposé, pour ces derniers, d'instaurer « l'épuisement des droits exclusifs sur la marque ». Cette déclaration signifie que, si le projet de loi était adopté, la Russie pourrait se permettre la production de biens sans la permission des titulaires de droits, par exemple sur la base de prototypes américains. En pratique, cela pourrait signifier un piratage légalisé dans la sphère technologique.
- 6 Pourquoi cette réponse ? Parce que cela s'est déjà vu par le passé de l'URSS. Pour illustrer ce constat, prenons l'exemple de l'origine de la sidérurgie en URSS dans les années 1930. Staline a mis l'accent sur le fer et l'acier comme bases de l'économie socialiste. Ses plans comprenaient la reconstruction et l'expansion d'une vingtaine d'usines érigées à l'époque prérévolutionnaire, et la construction de trois gigantesques usines à Magnitogorsk, Kuznetsk et Zaporozhe. Il était bien évident pour son dirigeant que l'Union soviétique manquait totalement des ressources techniques nécessaires pour construire les nouvelles usines métallurgiques et reconstruire les anciennes. En ce qui concerne les ingénieurs russes compétents, la plupart d'entre eux avaient quitté la Russie. Les usines d'équipement métallurgique tsaristes telles que Sormovo et Kramatorsk, qui avaient produit certains types de fer et l'équipement des aciéries à la fin du XIX^e siècle, avaient été dépouillées de leurs ressources techniques. Les ingénieurs allemands qui dirigeaient les usines métallurgiques en 1927-1928 étaient politiquement suspects.
- 7 En même temps, les ambitions étaient énormes. Près de la montagne Magnitnaya par exemple, il était prévu de construire une usine d'une capacité de production de 570 000 tonnes de fonte, avec la possibilité d'une nouvelle expansion à 660 000 tonnes. Puis, au début des années 1930, alors que la construction était déjà en cours, le Comité Central du Parti Communiste a fixé l'objectif de capacité de production à 2,5 millions de tonnes de fonte avec une expansion ultérieure à 4 millions de tonnes par an⁷. Initialement, de 1918 à 1921, l'élaboration de la conception de l'usine sidérurgique de Magnitogorsk fut confiée à la Société Sibérienne des Ingénieurs de Tomsk et rattachée au Combinat Oural-Kouznetsk. Après 1925, ce fut l'*Uralprojectbureau* de Sverdlovsk qui poursuivit le développement du projet. Cependant, dans le cadre de la création du Guiprometz (Institut d'État pour la construction des usines métallurgiques), le travail de

conception de Sverdlovsk fut transféré à Leningrad. Ces agissements ministériels, autour du développement du concept de l'industrie métallurgique dans son ensemble et des entreprises individuelles en particulier, étaient dus à l'incapacité de l'URSS de jeter par ses propres forces les bases techniques de la métallurgie soviétique.

- 8 C'est le bureau d'études d'Arthur G. Mc Kee à Cleveland qui a été invité, en 1928, pour concevoir le design de l'usine métallurgique à Magnitogorsk⁸. La conception de Mc Kee était basée sur l'usine de Gary, Indiana, *United States Steel Corp.*, la plus grande usine de fer et d'acier intégrée dans le monde à cette époque. On ne sait pas pourquoi ce fut Mc Kee qui fut chargé de concevoir l'usine. La préhistoire de la conclusion du contrat avec Mc Kee n'est pas encore assez claire ni bien étudiée⁹. La Société « Mc Kee » ne possédait pas ses propres responsables d'ateliers. Le lendemain de la signature de l'accord, la direction de Mc Kee a publié dans les journaux et les magazines des annonces pour recruter des employés. Pour réaliser ce projet, 450 ingénieurs américains travaillaient jour et nuit. Le témoignage de R.W. Stuck décrit cette conception de Mc Kee comme complète :

« Jusqu'au dernier écrou avant le début de la construction ; rien de cette taille et ampleur n'avait déjà été fait avant... C'est le meilleur design d'usine sidérurgique...¹⁰ »

- 9 Pour diriger le design de Magnitostroy, Mc Kee a invité Thayer, qui fut pendant 13 ans l'ingénieur en chef de la plus grande usine métallurgique de Gehry¹¹. Ce dernier fut chargé de toute la gestion du développement du projet. De plus, de célèbres professeurs américains, faisant autorité sur les questions minières, Swart et Davies, de l'Université du Minnesota ont été impliqués dans le projet.

- 10 Une commission de Magnitostroy a été envoyée aux États-Unis. Elle comprenait le chef de la construction V.A. Smolyaninov, l'ingénieur en chef V.A. Gasselblat, le spécialiste en hauts fourneaux V.A. Sorokin, l'ingénieur I.D. Semikin et d'autres spécialistes¹². Les lettres du chef adjoint de la construction de Magnitostroy, Chingiz Ildrim, qui représentait les intérêts de Magnitogorsk aux États-Unis, donnent une idée sa haute considération pour l'expérience de la Société Mc Kee. En août 1931, Ildrim écrivait à Ordjonikidze :

« Je considère nécessaire de mettre les ingénieurs américains à la tête de l'affaire et de leur donner notre aide. Seulement dans ce cas nous pouvons compter sur le succès du travail.¹³ »

- 11 Les Américains ont accusé les ingénieurs soviétiques d'aventurisme. En réponse à une réplique sur le rythme du travail extrêmement lent, Arthur Mc Kee a répondu à Ildrim :

« Voulez-vous vous précipiter ? Avancer trop vite ou agir à la hâte ? La plus grande usine métallurgique du monde, Gehry, américaine, a été construite pendant douze ans et demi. Ajouter onze autres années pour son design. Et vous espérez mettre en marche le combinat en trois ans !¹⁴ »

- 12 M. S. Gugel se rappelait ses conversations avec W. Haven, le vice-président de Mc Kee :

« M. Haven est certainement un métallurgiste compétent. Il perçoit facilement l'échelle de Magnitostroy ; il aime même Magnitostroy ; c'est une personne polyvalente, éduquée, cultivée. J'ai aimé discuter avec lui au bureau pendant des heures et à la maison. La principale chose que n'a pas comprise M. Haven était notre rythme bolchevique. Il ne comprenait pas pourquoi il fallait se dépêcher. À son avis, l'aboutissement est quand tout est prêt. À notre avis, l'aboutissement est quand le projet devrait être prêt.¹⁵ »

- 13 Le contrat avec Mc Kee fut finalement rompu en mai 1932, après le lancement de la première étape de l'usine, alors que le travail de conception principale était déjà terminé. La véritable raison de la rupture peut être considérée comme le désir des dirigeants soviétiques d'économiser de l'argent et de l'assistance technique. Le contrat avec Mc Kee coûta cher au Trésor soviétique (2 800 000 dollars), sans compter les salaires versés au personnel envoyé en URSS. Naturellement, la partie soviétique se réservait le droit de résilier unilatéralement l'accord. La plupart des employés de Mc Kee ne voulaient pas jouer le jeu selon les règles soviétiques, s'adapter aux méthodes de travail soviétiques, en les considérant comme de l'aventurisme ou de la folie. Plus les Américains discutaient avec les ingénieurs soviétiques, plus ces faits furent utilisés dans un but de propagande. Les représentants de la compagnie américaine pensaient qu'ils étaient invités en URSS pour former le personnel russe aux méthodes adoptées dans la pratique américaine, mais, chez Magnitostroy, on exigeait d'eux non seulement une qualification élevée et une expérience de la production considérable, mais aussi une capacité de suivre les règles du jeu à la soviétique.
- 14 L'histoire de la relation entre Magnitostroy et la Société Mc Kee peut être considérée comme l'un des points les plus controversés concernant l'efficacité du transfert de l'expérience technique occidentale à l'industrie soviétique. Les sources ne nous permettent pas de comprendre clairement qui avait raison au bout du compte. Il est encore difficile de savoir pourquoi la Société Mc Kee a accepté de réaliser le projet dans un aussi bref délai pour ensuite déclarer son irréalité. Dans l'historiographie soviétique, le projet mené par Mc Kee a fait l'objet de critiques. À cet égard, l'opinion de l'ingénieur M. Litichevsky – qui a travaillé à Magnitogorsk dans la filiale du Guiprometz depuis la fin des années 1950 et qui a fait face au projet américain de l'atelier des hauts-fourneaux est intéressante :
- « La compagnie Mc Kee, qui a construit notre usine, est critiquée par beaucoup. En fait, son projet, derrière certains inconvénients inévitables, est un exemple de professionnalisme.¹⁶ »
- 15 L'autre usine métallurgique de Kouznetsk a été construite en coopération avec la *Freyne Engineering Company* de Chicago. Le journal américain de 1927 présente ce contrat comme l'un des plus grands jamais négociés dans le domaine des services de conseil en ingénierie¹⁷. L'accord d'entreprise pour la construction de l'usine de Kuznetsk, d'une capacité de 1 million de tonnes par an, a été signé le 4 juin 1930 avec Novostal. Un contemporain a écrit :
- « Entre cinquante et soixante ingénieurs américains constitueront l'organisation qui dirigera l'exécution de la conception, des spécifications, de la fabrication, et supervisera l'érection et le fonctionnement initial de l'aciérie Kuznetsky. *Freyne*, pour sa part, avait réussi à traduire ce potentiel (le marché de l'Union soviétique qui devait être capturé) dans un contrat dans le secteur stratégique de la métallurgie ferreuse.¹⁸ »
- 16 Les recherches montrent qu'au fur et à mesure du développement de l'URSS, un modèle d'emprunt des technologies occidentales a été formé. Le trait caractéristique de ce modèle était l'usage de tous les moyens possibles pour saturer l'économie par les technologies modernes, même par des moyens non « conventionnels ». Ce modèle a été institutionnalisé en 1931 par la loi sur les inventions. La nouvelle loi a encouragé le « plagiat » en autorisant le rejet du principe de nouveauté et « l'application des inventions déjà décrites dans la littérature étrangère¹⁹ », soi-disant « sans l'aide de licence ». On montrera que le choix de ce modèle d'emprunt de la technologie

occidentale est devenu un point de déformation. Il a entraîné une déformation des approches des normes d'emprunts technologiques par rapport à celles en vigueur dans le monde occidental.

- 17 *La déformation professionnelle* est une phraséologie qui indique une attitude apprise à l'occasion de l'exercice d'un métier et qui a été progressivement appliquée aussi au monde de la vie privée. Selon une phrase attribuée au psychologue américain Abraham Maslow :

« Pour qui ne possède qu'un marteau, tout ressemble à un clou. »

- 18 Au fil des années, le coût de la politique « copier et ne pas payer » a augmenté, condamnant le pays à l'arriération. Une solution semblant simple et facile s'est avérée être une impasse. C'est peut-être la véritable raison de la lutte internationale contre le piratage. Parfois, cela est dû non seulement à des considérations éthiques, mais aussi à des considérations pragmatiques. Pour les industries technologiques, le piratage est comme une drogue : offrant une détente temporaire, il ferme l'avenir. À cet égard, il semble opportun de citer l'historien Hédi Ennaji. Après avoir donné un bref descriptif des secteurs militaires soviétiques clés ayant bénéficié des transferts technologiques occidentaux – permettant d'établir l'échec du CoCom – il écrit :

« [que] nous aurions pu rajouter à ce bilan les secteurs agricoles et chimiques, mais ces données suffisent pour établir que le commerce avec l'URSS, que certains avaient promu dans l'optique « d'adoucir » les Soviétiques, eut les effets inverses : l'Occident loin d'avoir acheté la paix a plutôt « vendu la corde ». ²⁰ »

- 19 Quant au début des années 1950, l'embargo est instauré, la vulnérabilité de l'économie de l'URSS au plan technologique était bien évidente, au moins pour les structures étroitement intéressées. Toute une série de documents, consacrés aux questions de la « Vulnérabilité du bloc soviétique à la guerre économique ²¹ », a été produite par la CIA. Selon ces notes, chacun des plans quinquennaux en URSS avait pour objet principal de renforcer la capacité de production soviétique dans les zones déficitaires, même au prix d'un gaspillage considérable de ressources et d'énergies ²². L'URSS et ses satellites avaient constamment besoin de pièces de rechange pour la grande quantité d'équipements étrangers acquis au cours des années précédentes. Une grande partie de l'inventaire de l'équipement industriel dans la sphère soviétique était de fabrication étrangère. Par exemple, on estimait qu'environ 35 % des machines-outils en service en URSS étaient de construction occidentale. La majeure partie de ces équipements avait plus de cinq ans ²³, et commençait déjà à présenter de sérieux problèmes de maintenance en raison de la non-disponibilité des pièces de rechange et de la difficulté de les fabriquer en URSS ou dans ses satellites ²⁴.

CoCom : guerre économique ou sanctions économiques ?

- 20 La consolidation d'un modèle, dans lequel l'URSS agit en tant que destinataire des technologies occidentales, conduirait à ce que l'Occident, à son tour, agisse en tant que donateur ou, tôt ou tard, en refusant ce rôle, introduise des sanctions contre le destinataire. La page la moins étudiée de la guerre froide a commencé à la fin de 1947 quand l'administration Truman a été mise sous pression par des groupes d'intérêt nationaux qui voulaient que les États-Unis restreignent leurs exportations stratégiques vers l'Europe de l'Est. Cette pression extérieure a coïncidé avec une initiative au sein de

l'administration pour empêcher que le commerce Est-Ouest augmente le potentiel de guerre du bloc soviétique. Les États-Unis ont appliqué un embargo unilatéral à l'encontre de l'Europe de l'Est à partir de mars 1948. Cela devait se faire sans acte manifeste de discrimination arbitraire à l'encontre de l'Europe de l'Est, mais par le moyen d'une procédure commencée le 1^{er} mars 1948 pour exiger des licences pour toutes les exportations vers l'Europe.

- 21 La principale motivation de l'administration Truman était probablement une crainte réelle que les exportations occidentales vers l'Europe de l'Est ne renforcent le potentiel de guerre soviétique. En même temps, l'administration Truman a conclu à la nécessité d'une politique occidentale concertée. Le point de départ qui a conduit l'Europe occidentale à rejoindre l'embargo stratégique était le câble Torep 816²⁵. Il a été envoyé à l'ambassadeur W. Averell Harriman avec pour l'objectif d'entamer des négociations avec les pays du plan Marshall sur les contrôles stratégiques à l'exportation correspondant à la politique d'embargo des États-Unis. En 1949, au cours des négociations préalables, des divergences sont apparues concernant le degré de rigueur de la structure de coordination qui devrait diriger l'organisation éventuelle et sur les produits eux-mêmes qui devaient être sous embargo ou exportés en quantités limitées. Les Néerlandais en particulier n'acceptaient rien de plus que la poursuite du mécanisme de coordination informel déjà établi. Tandis que les négociateurs américains préféraient une organisation plus permanente, allant même jusqu'à vouloir faire de l'organisation naissante de contrôle des exportations un organe de l'OTAN.
- 22 En fin de compte, malgré une série de réunions à Paris, les Américains ont obtenu que la plus grande partie de la structure organisationnelle soit proche de ce qu'ils voulaient. Washington devait se contenter cependant d'assurances écrites secrètes des alliés, indiquant leur volonté de coopérer au sein du CoCom. Ce n'est qu'à l'automne 1949 que la majorité des pays d'Europe occidentale continentale ont accepté d'instituer des contrôles à l'exportation et de coordonner leur politique de façon permanente avec les autres pays du plan Marshall et les États-Unis. Une structure multilatérale de contrôle des exportations, sans précédent en temps de paix, a été créée en janvier 1950. Elle comportait deux organes : le Groupe consultatif (GC) et le Comité de coordination (CoCom). Le Groupe consultatif devait avoir des fonctions d'élaboration des politiques, tandis que le Comité de coordination était chargé des tâches administratives quotidiennes. Elle était composée par les États-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, le Danemark, la Norvège et l'Allemagne de l'Ouest. Par la suite, le nombre de participants a été monté à 18.
- 23 Il existe différentes approches dans la littérature scientifique pour déterminer la stratégie du CoCom. Certains chercheurs la définissent comme la déclaration d'une guerre économique, les autres comme un régime de sanctions. Dans les documents de la CIA, ce terme de guerre économique, a été appliqué aux mesures prises en temps de paix pour « diminuer et neutraliser le potentiel de guerre du bloc soviétique²⁶. L'absence d'opérations militaires a été considérée comme faisant partie du mandat²⁷ ». La plupart des références au CoCom se trouvent dans la littérature sur les *sanctions économiques*. Dans ce cas, l'embargo du CoCom est mis en regard de sanctions unilatérales ou internationales telles que celles en vigueur envers la Russie depuis l'annexion de la Crimée. Il s'agit des cas où un groupe de pays transmet un message public de désapprobation de sa conduite à un pays « cible », en le punissant – ou en menaçant de le punir – économiquement pour conduite incorrecte.

- 24 Cependant, peu d'informations peuvent être obtenues en analysant le CoCom dans ce contexte. Aucun message n'avait été envoyé au Kremlin. Les dirigeants soviétiques n'ont pas été visés pour s'être mal conduits selon le droit international ou la morale ; l'embargo n'a pas été institué comme une forme de punition. Certes, le Kremlin avait conscience de l'existence du CoCom. Il est également vrai que les perceptions occidentales de l'Union soviétique en tant que menace étaient liées à ce que l'Occident considérait comme un mépris de Moscou pour les normes de droit international. La distinction entre sanctions économiques et CoCom est mieux décrite dans la terminologie développée par Knorr²⁸. Selon ses termes, les sanctions représentent des tentatives de contraindre un pays en influençant ses décideurs. L'embargo du CoCom, visant à affaiblir (ou du moins à ne pas améliorer) le potentiel militaire soviétique, a été une tentative d'exercer directement une pression par la force pure (économique) plutôt que d'essayer d'influencer les acteurs du Kremlin²⁹. L'objectif était de « modifier la capacité d'un État sans persuader ses décideurs³⁰ ». Ceci, bien sûr, a eu des conséquences sur la façon dont l'embargo fut mené. Il pourrait être, par exemple, tenu secret, comme le CoCom l'a été pendant plusieurs décennies.
- 25 Plutôt que de considérer le CoCom comme un système de sanctions, nous tentons ici de le considérer comme un outil de *guerre économique* en temps de paix. Dans ces guerres (comme dans les conflits antérieurs) l'ennemi était combattu aussi bien par des moyens économiques que militaires : le but de la guerre économique était de limiter les capacités de guerre de l'ennemi en lui refusant des matières premières ou en affamant son peuple et ses armées. Le moyen de guerre économique privilégié était le blocus : c'est-à-dire le siège de la côte ennemie, en veillant à ce qu'il n'y ait pas de ravitaillement. Pendant la Première et la Seconde Guerres mondiales, les Britanniques et les Américains en particulier ont perfectionné les techniques de guerre économique, entre autres par la mise sur liste noire d'entreprises connues ou soupçonnées de commercer avec l'ennemi.
- 26 Les historiens sont donc en désaccord sur la question de savoir si la guerre économique devrait inclure toutes les activités visant à entraver l'économie de l'ennemi, ou seulement des moyens économiques pour la réalisation d'un objectif national. Pour l'étude du CoCom, il semble mieux adapté de baser l'analyse sur un concept de guerre économique comme celui de Knorr³¹, visant à affaiblir le fondement économique du pouvoir ennemi par tous les moyens : économiques, propagandistes, législatifs, diplomatiques ou militaires. En temps de paix, le dernier terme serait généralement inutilisé, sauf en tant qu'action secrète.
- 27 L'exemple de l'industrie métallurgique montre qu'après avoir été largement dépendant de l'Occident pour l'aide économique, l'URSS a adopté le rôle de destinataire des technologies occidentales. En dépit des efforts acharnés pour développer son autosuffisance, l'URSS ne manque pas d'institutionnaliser ce modèle d'emprunt en autorisant en particulier le plagiat. On peut dire que cela est un point de non-retour. Comme l'aide occidentale a joué un rôle clé dans les progrès économiques de l'Union soviétique, la capacité de l'URSS à se développer a été considérablement affectée par la disponibilité irrégulière d'une telle assistance. Ce que démontre la guerre économique, dont l'élément marquant était le CoCom.

BIBLIOGRAPHIE

- ADLER-KARLSSON Gunnar, *Western Economic Warfare: a case study in foreign economic policy*, (Guerre économique occidentale : une étude de cas en politique économique étrangère), Stockholm, Almqvist & Wiksell, 1968, 1 vol. (XVI-320 p.).
- BAILES Kendall E., *Technology and Society under Lenin and Stalin*, Princeton University Press, 1976.
- CHANTEBOUT Bernard et WARUSFEL Bertrand (dir.), *Le contrôle des exportations de haute technologie vers les pays de l'Est*, actes du colloque organisé par le Centre Droit et Défense, Ed. Masson, 1988.
- ENNAJI Hédi, « Le camp occidental à l'épreuve de l'arme économique : les leçons du CoCom », *Stratpole (Centre d'analyses politico-stratégiques)*
[URL : <https://stratpol.com/>]
- ELLINGS Richard J., *Embargoes and world power: lessons from American foreign policy*, Boulder, Westview, 1985.
- FORLAND Tor Egil, *cold Economic Warfare: CoCom and the forging of Strategic Export Controls, 1948-1954*, New York, London, Routledge, 2017.
- GUGEL' Yakov, « Vospominaniya o Magnitke », *Ural'skij literaturno-kraevedcheskij sbornik*, Chelyabinsk: Rifej, 1980.
- HEHJVEN V., « Zamechaniya o razrabotke proekta Magnitogorskogo metallurgicheskogo zavoda i rudnika », *Magnitostroy*, n° 9-12, 1931.
- KNORR Klaus Eugen, *The power of nations: the political economy of international relations*, New York, Basic Books, 1975.
- LABBÉ Marie-Hélène, *La politique américaine de commerce avec l'Est : 1969-1989*, Paris, Presses Universitaires de France, 1990.
- MASTANDUNO Michael, *Economic Containment, CoCom and the politics of East-West trade*, Ithaca, N.Y, Cornell University Press, New York, 1992.
- MARX Karl, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Les Éditions sociales, 1969.
- Magnitostroj: stroitel'stvo i ehkspluataciya Magnitogorskogo metallurgicheskogo kombinata imeni tov. Stalina. 1929-1933*, (Magnitostroy : construction et exploitation de l'usine métallurgique de Magnitogorsk portant le nom d'un camarade Staline. 1929-1933), Sverdlovsk – Magnitogorsk, p. 1-3, 1934.
- POLONSKIJ Lev, *Magnitka zovet*, Baku, 1972.
- RIGNARD Henrie, « L'URSS et le renseignement scientifique, technique et technologique », *Défense Nationale*, n° 438, p. 107-121, décembre 1983.
- SPASOVA L.P., « Magnitostroy i « Mak-Ki » : stolknoveniye delovykh kultur », *Vestnik Permskogo universiteta*, vol. 1 (12), p. 107, 2010.
- SCOTT John, *Derrière l'Oural*, Cambridge, The Riverside Press, 1942.
- Vulnerability of the Soviet Bloc to Existing and Tightened Western Export Controls*, Division of Research for the USSR and Eastern Europe, Office of Intelligence Research, OIR 5447 of 26 January 1951
<https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/CIA-RDP79R01012A000500030013-1.pdf>

WOOD Juntos B., « Special Cable to The Cornell Daily Sun and Chicago Daily News from Moscow, May 14 », *The Cornell Daily Sun*, Volume XLVII, Number 180, 25 May 1927.
<http://cdsun.library.cornell.edu/cgi-bin/cornell?a=d&d=CDS19270525.2.24>

NOTES

1. G. Adler-Karlsson, *Western Economic Warfare: a case study in foreign economic policy*.
2. H. Rignard, « L'URSS et le renseignement scientifique, technique et technologique », p. 107-121. M.-H. Labbé, *La politique américaine de commerce avec l'Est : 1969-1989*.
3. B. Chantebout, B. Warusfel, *Le contrôle des exportations de haute technologie vers les pays de l'Est*. Ce livre résume les interventions du colloque organisé en 1986 par le Centre Droit et Défense. Pour la première fois en France, on a présenté un panorama complet des problèmes stratégiques, diplomatiques, industriels et juridiques que posait le contrôle des exportations de haute technologie vers les pays de l'Est.
4. M. Mastanduno, *Economic Containment, CoCom and the politics of East-West trade*. T. E. Forland, *Cold Economic Warfare: CoCom and the forging of Strategic Export Controls, 1948-1954*.
5. L'arrangement de Wassenaar est un régime multilatéral de contrôle des exportations mis en place par 33 États afin de coordonner leurs politiques en matière d'exportations d'armements conventionnels et de biens et technologies à double usage.
6. K. Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, p. 9.
7. *Magnitostroj: stroitel'stvo i ehkspluatatsiya Magnitogorskogo metallurgicheskogo kombinata imeni tov. Stalina. 1929-193*, p. 1-3.
8. Un accord entre le Novostal Trust (auquel Magnitostroy était subordonné) et la société américaine Arthur J. McKee and Co de Cleveland (nommée pour la conception et la gestion responsable de la construction de l'usine de Magnitogorsk) a été conclu le 14 mars 1930.
9. En novembre 1930, dans un mémorandum adressé à Akulov, le commissaire adjoint de l'industrie lourde de l'URSS, et au président de la société, Vostokostal Kosior, on rapportait que selon les données des agents du Guépéou, la société « Mc Kee » était considérée comme très modeste sur le marché américain, n'ayant jamais réalisé de grands travaux de construction.
10. J. Scott, *Derrière l'Oural*, p. 68. John Scott a fait remarquer qu'il était nécessaire de confier ce contrat à un entrepreneur en raison de l'incapacité évidente de toute organisation soviétique pour faire le travail.
11. V. Hehjven, « Zamechaniya o razrabotke proekta Magnitogorskogo metallurgicheskogo zavoda i rudnika », p. 27.
12. Les archives de la ville de Magnitogorsk (MU MGA), f. 99, op. 11, d. 5, p. 6.
13. RGASPI (Russian State Archive of Socio-Political History), f. 85. op. 28. d. 71. p. 28.
14. L. Polonskij, *Magnitka zovet*, p. 80.
15. Y. Gugel', « Vospominaniya o Magnitke », *Ural'skij literaturno-kraevedcheskij sbornik*, p. 18-19.
16. L.P. Spasova, « Magnitostroy i « Mak-Ki » : stolknoveniye delovykh kultur », p. 107.

17. J.-B. Wood, « Special Cable to The Cornell Dally Sun and Chicago Dally News from Moscow, May 14 », p. 4.
 18. GARF, f. 7952, op. 5, d. 140, p. 7-8.
 19. K. E. Bailes, *Technology and Society under Lenin and Stalin*, p. 345.
 20. H. Ennaji, « Le camp occidental à l'épreuve de l'arme économique : les leçons du CoCom », *Stratpole (Centre d'analyses politico-stratégiques)*.
 21. *Vulnerability of the Soviet Bloc to Existing and Tightened Western Export Controls*, Division of Research for the USSR and Eastern Europe, Office of Intelligence Research.
 22. *Ibid*, p. 5.
 23. Au moment de la publication du rapport en 1951.
 24. *Vulnerability of the Soviet...*, p. 8.
 25. Torep, 816, Aug 27, 1948, Foreign Relations of the United States, 1948, Eastern Europe; The Soviet Union.
 26. Le bloc soviétique est défini comme suit : URSS, Chine, Albanie, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Allemagne de l'Est, Hongrie, Pologne et Roumanie. La Corée, la Mongolie extérieure et certaines zones contrôlées par les communistes en Asie du Sud ne sont pas prises en compte, en raison de l'insignifiance relative des économies dans ces régions. Cependant, il est supposé que les mesures de guerre économique s'appliquent également à ces régions. Puisque la Chine était engagée dans des opérations militaires contre les forces des Nations Unies en Corée, il est nécessaire d'évaluer l'effet de la guerre économique sur la Chine.
 27. National Intelligence Estimate. *Vulnerability of the Soviet Bloc to Economic Warfare*. Published 19 February 1951 of CIA. *Vulnerability of the Soviet Bloc...*
 28. K. E. Knorr, *The power of nations: the political economy of international relations*.
 29. *Ibid*, p. 5, 142.
 30. R. J. Ellings, *Embargoes and world power: lessons from American foreign policy*, p. 3.
 31. K. E. Knorr, *The power of nations: the political economy of international relations*.
-

RÉSUMÉS

L'un des facteurs explicatifs de la vulnérabilité du bloc soviétique à la guerre économique est le modèle d'emprunt des technologies occidentales au sein duquel l'URSS est le destinataire des technologies, tandis que l'Occident est son donateur. Ce modèle s'est formé pendant la période de l'entre-deux-guerres de sorte que, après la Seconde Guerre mondiale, avec l'apparition du bloc socialiste et le déclenchement de la guerre froide, alors que l'URSS prônait l'idéologie de la séparation plutôt que de la convergence des deux mondes, ce choix l'a conduit à une impasse.

AUTEUR

IRINA SHEVELEVA

Doctorante en histoire, Paris I – Panthéon-Sorbonne, UMR 8 138-SIRICE